

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE : Shrewd Sanctions. Statecraft and State Sponsors of Terrorism. O'SULLIVAN, Meghan L. Washington, DC, Brookings Institution Press, 2003, 425 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 36, numéro 1, mars 2005

Les transformations du système européen : de la construction identitaire aux nouvelles formes de gouvernance

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010739ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010739ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (2005). Compte rendu de [*ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE : Shrewd Sanctions. Statecraft and State Sponsors of Terrorism. O'SULLIVAN, Meghan L. Washington, DC, Brookings Institution Press, 2003, 425 p.*]. *Études internationales*, 36(1), 113–115. <https://doi.org/10.7202/010739ar>

internationale est préoccupée par la politique étrangère américaine. Il apporte deux types de contribution. Le premier touche à l'avancement des connaissances dans ce domaine, et le second concerne un aspect pratique. Pour le premier expliquant les facteurs à l'arrière des décisions de Bush, il permet d'abord, l'identification des sources théoriques hégémonistes de la vision de Bush, vision novatrice qui n'est pas totalement en rupture avec les autres traditions et l'expérience passée ; ensuite, la clarification des courants intellectuels d'une administration où des internationalistes pragmatiques côtoient des nationalistes purs et durs et des démocrates impérialistes. Ce tableau complexe permet de se débarrasser du terme attrape-tout de « néoconservateurs » ; enfin, la mise en valeur du rôle de l'acteur-individu dans le façonnement de la politique étrangère. Ce faisant, on rend justice à Bush qui cesse d'être la marionnette d'autres pour devenir le maître de sa propre révolution. Pour le second aspect, fruit de l'opposition des deux auteurs à la « révolution Bush », on recommande l'adoption d'une approche multilatéraliste de coopération puisque celle unilatéraliste d'une Amérique sans bornes n'est pas de nature à rendre ce pays plus en sécurité, qu'elle le coupe davantage de ses alliés et qu'elle l'empêche même, à moyen ou long terme, d'atteindre ses propres objectifs stratégiques (sécurité, prospérité, liberté).

Mais s'il est vrai que l'unilatéralisme de Bush est porteur de menaces réelles pour son pays et qu'il a démontré ses limites, notamment en Afghanistan et en Irak post-guerre, le

multilatéralisme, tel que pratiqué durant les cinquante dernières années, n'est-il pas en partie responsable du statu quo qui a exacerbé les tensions dans l'ordre international et fragilisé plusieurs régions du monde ? Rappelons-nous, entre autres, plusieurs conflits non encore résolus depuis plusieurs décennies. Il serait peut-être temps de revisiter aussi le multilatéralisme et de refonder ses institutions, dont l'ONU, pour se donner un monde doté de plus de paix et de sécurité et où les menaces globales à la sécurité internationale, tels l'islamisme radical, le terrorisme et la criminalité transcontinentale, seraient mieux endiguées grâce à une réelle coopération de tous autour d'un leadership américain plus démocratique, plus clairvoyant et plus sensibles aux intérêts des autres États.

Aziz ENHALLI

*Doctorant en science politique
Université Laval, Québec*

Shrewd Sanctions. Statecraft and State Sponsors of Terrorism.

O'SULLIVAN, Meghan L. Washington, DC, Brookings Institution Press, 2003, 425 p.

Dans tous les manuels de relations internationales, notamment ceux d'introduction, parmi tous les instruments dont disposent les États, les sanctions sont présentées comme un des instruments principaux en deçà de l'utilisation de la force armée qui permet aux États d'agir sur la scène internationale afin d'empêcher l'aggravation d'une situation dangereuse ou encore qui donne à un État la possibilité de poursuivre un objectif spécifique en politique étrangère. Force est de reconnaître toutefois que

l'histoire des sanctions est davantage une histoire d'échecs que de réussites. Pourtant la communauté internationale, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies dans l'article 41 de la Charte, accepte toujours le bien-fondé de cet instrument comme une puissante alternative à l'utilisation de la force armée. Pourquoi alors tant d'échecs et y a-t-il une solution ?

L'ouvrage de Meghan L. O'Sullivan offre une excellente analyse de la question en se concentrant particulièrement sur l'utilisation de cet instrument pour combattre le terrorisme international contemporain. Dans un premier temps, elle reconnaît l'importance du débat sur cette question et plutôt que de chercher à le trancher, elle indique simplement que « la réussite ou l'échec des sanctions n'est pas une réflexion de la valeur inhérente des sanctions dans un sens abstrait. C'est plutôt une conséquence de la question à savoir si les instruments étaient bien taillés pour les objectifs de la politique » (p. 4). Pour l'auteure il faut d'abord situer l'objectif poursuivi. Elle en offre trois que le gouvernement américain poursuit tant bien que mal depuis les attaques terroristes du onze septembre 2001 : changement de régime, endiguement (*containment*) d'un État et une stratégie dont l'objectif est de changer le comportement d'un gouvernement. Chacun de ces objectifs implique un régime de sanctions différent.

Depuis la fin de la guerre froide et surtout avec l'accessibilité des armes de destruction massive, disponibles tant aux gouvernements qu'à des groupes particuliers, les États-

Unis se sont retrouvés dans une position de devoir définir une stratégie contre le terrorisme et de proposer les instruments appropriés pour s'assurer que le danger du terrorisme international est minimisé, voire tenu en échec. Depuis le onze septembre, c'est devenu une priorité pour le gouvernement américain. Dans le deuxième chapitre, elle fait un tour d'horizon du débat sur les sanctions et c'est dans les quatre chapitres suivants qu'elle analyse les résultats de la politique de sanctions américaine envers l'Iran, l'Irak, la Libye et le Soudan. Ces États sont choisis parce qu'ils ont été désignés par Washington comme étant chacun un « État-parrain du terrorisme » (*state sponsor of terrorism*) et parce qu'ils se situent sur la liste annuelle du terrorisme du gouvernement américain. De plus, ces États ont aussi fait l'objet de mesures onusiennes (l'Iran est l'exception). L'effort de recherche sur chaque cas est vaste et la présentation est détaillée et montre comment les États-Unis ont utilisé les sanctions pour poursuivre à différents moments et dans différents pays les objectifs en politique étrangère signalés ci-dessus.

C'est sa conclusion qui retient surtout l'attention. Le titre de l'ouvrage signale le besoin d'une politique de sanctions qui est judicieuse, mais aussi maligne (deux traductions du mot *shrewd*). En plus de tailler les sanctions aux objectifs poursuivis, il faut qu'elles soient un parmi tant d'autres instruments qui font partie d'une stratégie cohérente et effective. L'histoire offre des enseignements et O'Sullivan encourage les leaders politiques et leurs conseillers à tirer les conclusions de cas précédents qui

s'imposent lorsqu'ils optent pour une politique de sanctions. L'histoire signale aussi qu'un régime de sanctions multilatéral a les meilleures chances de réaliser les objectifs poursuivis et que, dans la situation actuelle, il est préférable que Washington fasse d'abord preuve d'initiative. Elle conseille aussi de la prudence dans l'imposition de sanctions secondaires car celles-ci peuvent souvent irriter les alliés dont ont besoin les États-Unis dans leur politique. Enfin, elle est peu optimiste du succès d'un régime de sanctions unilatéral.

Si cet ouvrage, de par son examen particulier de la politique américaine, est principalement destiné à l'élite politique américaine (*policy-makers*) et ses conseillers – le fait que l'ouvrage soit écrit par un ancien chercheur à la Brookings Institution à Washington et publié par celle-ci en est un témoignage supplémentaire – il est néanmoins d'un apport précieux au domaine des relations internationales. Il devrait être mis sur la liste bibliographique de tout cours de principes et de théories de relations internationales.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Programme d'études internationales
Université York, Collège Glendon, Toronto*

Balancing Act. US Foreign Policy and the Arab-Israeli Conflict.

SHANNON, Vaughn P. Burlington,
Ashgate, 2003, 156 p.

La communauté internationale s'intéresse au conflit israélo-arabe car il se déroule au Moyen-Orient, région géostratégique vitale et riche en réserves énergétiques. La communauté académique s'y intéresse aussi, depuis

longtemps, d'où l'ouvrage de Vaughn Shannon qui apporte une contribution significative aux connaissances déjà accumulées sur ce conflit et enrichit notre compréhension.

Ce livre portant sur la politique étrangère américaine vis-à-vis du conflit israélo-arabe, durant le ^{xx}e siècle et le début du ^{xxi}e, comporte une préface, neuf chapitres, une bibliographie et un index. Après avoir défini ce conflit comme un conflit politique autour du contrôle de la terre et du pouvoir (chap. 1), l'auteur a analysé son contexte, ses perspectives et ses enjeux majeurs (une ou deux entités étatiques et leurs frontières, l'eau, le statut de Jérusalem, les colonies juives de peuplement et les réfugiés palestiniens), les solutions envisagées par Israël et les Palestiniens (option d'un seul État : Grand Israël ou Grande Palestine, selon les faucons des deux camps ; option de deux États : Israël et Palestine, selon les modérés), ainsi que les positions de leurs voisins arabes et musulmans modérés ou radicaux, et celles américaines divisées entre une bureaucratie plus sensible aux points de vue arabes et un congrès pro-Israël ; la présidence faisant de l'équilibrisme (chap. 2). Il a aussi analysé à la fois la politique menée jusqu'à 1949 vis-à-vis de ce conflit au moment où on liait 'la question juive' à l'avenir de la Palestine (chap. 3) ; l'évolution d'une « relation spéciale » avec Israël sous Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson, entre 1949 et 1967, causant l'aliénation de la partie arabe (chap. 4) ; les dynamiques de la guerre et de la paix entre 1967 et 1979 (chap. 5) ; les nouvelles menaces et possibilités survenues entre la guerre froide et la